

Tunisie : le proutident Saied veut des «mesures urgentes» contre l'immigration subsaharienne

Par Le Figaro avec AFP

Publié hier à 23:06



Le proutident tunisien Kais Saied. JOHANNA GERON / REUTERS

Le proutident tunisien Kais Saied a prôné mardi 21 février des «*mesures urgentes*» contre l'immigration clandestine d'Africains subsahariens dans son pays, affirmant que leur présence était source de «*violence et de crimes*».

Kais Saied a présidé une réunion du Conseil de sécurité nationale «*consacrée aux mesures urgentes qui doivent être prises pour faire face à l'arrivée en Tunisie d'un grand nombre de migrants clandestins en provenance d'Afrique subsaharienne*», selon un communiqué de la présidence.

Lors de cette réunion Kais Saied a tenu un discours extrêmement dur sur l'arrivée de «*hordes des migrants clandestins*» dont la présence en Tunisie est selon lui source de «*violence, de crimes et d'actes inacceptables*», insistant sur «*la nécessité de mettre rapidement fin*» à cette immigration. Il a en outre soutenu que cette immigration

clandestine relevait d'une *«entreprise criminelle ourdie à l'orée de ce siècle pour changer la composition démographique de la Tunisie»*, afin de la transformer en un pays *«africain seulement»* et estomper son caractère *«arabo-musulman»*.

Il a appelé les autorités à agir *«à tous les niveaux, diplomatiques sécuritaires et militaires»* pour faire face à cette immigration et à *«une application stricte de la loi sur le statut des étrangers en Tunisie et sur le franchissement illégal des frontières»*. *«Ceux qui sont à l'origine de ce phénomène font de la traite d'êtres humains tout en prétendant défendre les droits humains»*, a-t-il encore dit, selon le communiqué de la présidence.

«Discours haineux»

Cette charge de Kais Saied contre les migrants subsahariens survient quelques jours après qu'une vingtaine d'ONG tunisiennes ont dénoncé jeudi la montée d'un *«discours haineux»* et du racisme à leur égard. Selon ces organisations *«l'Etat tunisien fait la sourde oreille sur la montée du discours haineux et raciste sur les réseaux sociaux et dans certains médias»*. Ce discours *«est même porté par certains partis politiques, qui mènent des actions de propagande sur le terrain facilitées par les autorités régionales»*, ont-elles ajouté. Dénonçant *«les violations des droits humains»* dont sont victimes les migrants, les ONG ont appelé les autorités tunisiennes *«à lutter contre les discours de haine, la discrimination et le racisme envers eux et à intervenir en cas d'urgence pour garantir la dignité et les droits des migrants»*.

La Tunisie, dont certaines portions de littoral se trouvent à moins de 150 km de l'île italienne de Lampedusa, enregistre très régulièrement des tentatives de départ de migrants, en grande partie des Africains subsahariens, vers l'Italie.